

Synthèse de la réunion « Grand Débat » du 16 février 2019 à Fourquevaux

Thème : Organisation de l'État et Services publics

Organisation

Lieu : salle du conseil, mairie de Fourquevaux

Participants : 10

Plusieurs personnes excusées. Une contribution écrite.

Même méthode de travail que lors de la réunion précédente : aborder chacun des sujets listés lors de la première réunion en répondant autant que possible aux questions suivantes :

- (1) Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?
- (2) Pourquoi cela ne fonctionne pas ?
- (3) Qu'est-ce qu'on se propose de faire pour que cela aille mieux ?
- (4) Pourquoi ce qu'on propose fonctionnerait mieux ?
- (5) Quels impacts une telle modification aurait-elle ?
- (6) Comment vérifiera-t-on que cela fonctionne mieux ?

Un peu incertains sur la manière de démarrer avec les post-it du 26 janvier, les participants choisissent d'aborder le débat par les besoins. La santé est le premier thème, puis l'éducation, la justice, la mobilité.

Ressortent certains points qui s'appliquent à tous les secteurs de l'organisation des services publics :

- Il est normal de ré-évaluer régulièrement les systèmes et les organisations ; dans une démarche d'amélioration continue, le citoyen a un droit à la transparence et à la critique ; il doit pouvoir mettre en place des critères d'efficacité pour apprécier l'évolution de ses services publics.

Ce qui ne fonctionne pas :

SANTE

Une première discussion rappelle que le système français n'est pas à proprement parler un service public de santé comme en Angleterre (« Beveridgien »), assez rigide, mais un système assurantiel et mutualisé libéral (« Bismarckien ») laissant le choix à l'individu.

Les participants tiennent à souligner qu'ils sont bien soignés, que ce soit par un médecin individuel ou par l'hôpital. Le système existant est donc apprécié.

→ Service public de santé : système standard pour tous, qui n'écoute pas les vrais besoins des patients (harmonisation pensée par le haut).

→ Les médecins sont soumis aux administratifs

→ Le CHU est très bien pour la médecine de haute technicité, mais n'assure pas les soins primaires.

→ Le 100 % gratuit / remboursé par les mutuelles en plus de la sécu amène à une surconsommation

→ Les déserts médicaux : les médecins privés ne s'installent plus parce que (1) on ne s'installe plus pour les malades, on s'installe en fonction de ses propres attentes individuelles, avec égoïsme et sans respect du serment d'Hippocrate (2) on suit des normes techniques de diagnostic exigeant de

nombreux examens et outils sans avoir le courage de diagnostiquer avec l'auscultation, l'examen, le dialogue avec le patient (3) les risques médicaux-légaux augmentent (3) il existe une aspiration au salariat.

EDUCATION

→ En France, on est plus défini par ses échecs que par ses succès ; il n'y a que le sport qui définit l'individu par ses succès.

→ Il n'y a plus de respect de l'institution, de la règle : une observation transversale, qui ne s'applique pas qu'à l'école.

→ L'école est un lieu de choc des cultures, ce qui ne favorise pas la connaissance et le respect de la règle

→ L'Education Nationale, ce n'est pas le « Service Public de l'Instruction » ; l'éducation c'est aussi la lutte contre les incivilités.

→ Lorsque l'équipe pédagogique n'est pas en ligne avec le projet de l'établissement, des dissensions pénalisent les élèves.

→ Le taux d'échec en fin de première année à l'université est très, trop, élevé

→ Rigidité des castes et corps de diplômés : Si l'on a pas certains diplômes, on n'a pas accès à certains postes même compétent, qualifié, motivé

→ On ne met plus en avant les métiers manuels, les candidats manquent.

JUSTICE

→ Le tribunal administratif est extrêmement lent.

→ Le vocabulaire extrêmement complexe des « sachants » de la justice exclut le citoyen lambda et renforce l'impression de corporatisme et des « petits arrangements » dans un milieu spécialisé.

→ Le citoyen a du mal à connaître ses droits et savoir ce qu'il doit faire.

→ Problème de place dans les prisons

ROUTES ET TRANSPORTS PUBLICS

→ Le vélo et transports publics oubliés ou insuffisamment intégrés dans les politiques publiques

Pourquoi cela ne fonctionne pas ?

SANTE

→ La parole du patient est absente des débats et de la communication : les besoins des patients sont plus de temps et de proximité, notamment avec la possibilité de visites à domicile (malades et personnes âgées en milieu rural : difficulté voire impossibilité de se déplacer pour aller vers une maison de santé éloignée).

→ La pensée « d'en haut » sur les maisons de santé pluri-professionnelles fait écho aux regroupement de médecins déjà engagés dans le partage de moyens, mais enlève la relation personnelle entre le patient et « son » médecin.

→ Avec la déshumanisation de la médecine de ville (diagnostic et prescription par ordinateur à terme, mais déjà réduction du temps passé avec chaque patient), on oublie l'effet placebo positif du simple échange entre le médecin et le patient, efficace à 70 %.

→ Les fermetures d'hôpitaux suivent des règles normatives mais pas les besoins.

→ Il faut réapprendre aux médecins généralistes la « médecine de brousse », la confiance et l'engagement personnel du médecin dans l'acte de diagnostiquer et soigner. De même il faut réapprendre au patient, libre dans son choix, à accepter les limites de la relation patient-médecin et rétablir la confiance.

EDUCATION

- En Angleterre le but premier est que les enfants sachent lire, écrire et compter, et deuxièmement de permettre à l'enfant de s'épanouir en fonction de sa personnalité.
- En France, on ne donne pas assez d'importance au talent des enfants ; l'Education Nationale est-elle une « usine à casser les têtes » plutôt qu'un lieu pour des arriver à des têtes bien faites.
- Le lien famille-école est insuffisant ; les enseignants sont dé-responsabilisés, les parents aussi, la pression des parents ne va pas dans le sens du respect des règles.
- Le responsable de l'établissement n'a pas la possibilité de choisir ses enseignant en fonction du projet de l'établissement
- La non-sélection à l'entrée de l'université ne fait que repousser l'abandon des étudiants peu engagés à la fin de la première année et aux années suivantes.
- Il existe de vraies « castes » qui ne souhaitent pas s'ouvrir à des candidats différents

JUSTICE

- Il y a des incohérences entre le juridique et la sécurité : exemple de la trottinette
- Absence de connaissances et de transparence sur le fonctionnement de l'institution judiciaire

MOBILITE

- Faut-il attendre des accidents mortels pour engager des modifications pour la sécurité ?

Que propose-t-on de faire ?

SANTE

- Les ordinateurs vont bientôt faire aussi bien la médecine de consommation ; mais la simple relation avec le médecin (cf. ci-dessus effet placebo de la médecine de ville) restera plus efficace et sans doute moins consommatrice.
- Bien séparer la médecine d'urgence et la médecine programmée (établissements différents – cf exemple suisse)
- Etager les types de médecine : celle qui nécessite des plateaux techniques très pointus est forcément concentrée dans des grandes villes, les soins primaires doivent être accessibles à proximité.
- Des remboursements modulés en fonction des capacités financières ?
- Eliminer les mutuelles pour que médecin et patient soient responsables dans le choix des dépenses utiles au diagnostic et au traitement ; la gratuité sociale n'est pas la gratuité pour tous.
- Redonner aux médecins le sens de la confiance et de la responsabilité dans leurs actes et aux patients la confiance dans leurs médecins
- Pourquoi les pharmaciens ont-ils des contraintes d'installation, qui forcent les officines à une présence de proximité, et pas les médecins qui ont une telle liberté d'installation qu'ils laissent des déserts médicaux où les collectivités locales finissent par mettre la main à la poche (impôts) pour maintenir une activité médicale locale ?

EDUCATION

- Confiance et responsabilité dans les formateurs et l'élève.
- Faire progresser l'enfant dans ce qu'il est et ce qu'il savent faire au lieu de le pousser dans un cadre.

- Proposer un modèle d'éducation qui soutienne plus l'enfant dans ses motivations et ses points forts ; cependant, si l'on n'offre pas une culture générale à l'enfant (avantage du modèle très « instructeur » de l'éducation nationale française => risque que l'enfant ne s'ouvre pas à autre chose. Eviter aussi la dérive du modèle anglo-saxon focalisé sur l'argent (ex : formation MBA).
- Instaurer un comité de recrutement incluant les parents, les collectivités responsables, le ministère de l'éducation nationale : recrutement des enseignants autour du projet de l'établissement, sur la motivation et les compétences des candidats. Car la motivation des enseignants se transmet aux élèves.
- Il faut instaurer ou augmenter la sélection à l'entrée de l'université (la fac devrait-elle être réservée aux meilleurs élèves, les seuls qui s'en sortent vraiment en première année ?). La qualité de l'enseignement est liée à la sélectivité à l'entrée. Mais comment donner sa chance à l'étudiant qui est motivé et veut se ré-orienter ?
- Trop de corporatisme : modifier les critères de recrutement pour faire place au cursus, à la motivation et aux qualités personnelles des candidats (écoles, universités, entreprises). Arrêter de donner trop d'importance au diplôme après tellement d'années d'expérience professionnelle

JUSTICE

- Faire sauter le passage obligé par certains professionnels (huissiers, avocats) pour saisir la justice, pour réduire le coût et rendre la justice plus accessible financièrement.
- Attribuer un salaire en fonction de l'efficacité dans le traitement des dossiers ? Selon quels critères ?
- Une justice égale pour tout le monde ? Transparence sur les modes de fonctionnement et sur la constatation des défauts

- Donner plus de moyens à la justice (quitte à réduire les aides aux entreprises dans les choix budgétaires)

- « Les valeurs te protègent, pas les sanctions » : travailler sur les valeurs dans la famille et à l'école.
- Service national universel: peut être un moment que permet de se confronter à un autre environnement. 1 mois c'est court.

MOBILITE

- Renforcer le maillage des services publics grâce à des bus

Quel impact ?

Comment mesurer les progrès ?

- (pas de commentaire)